

Gaza : l'ambassade d'Israël demande l'annulation d'un reportage d'« Envoyé spécial »

Dans une lettre adressée à la présidente de France Télévisions, l'ambassadrice Aliza Bin Noun demande l'annulation d'un sujet sur les blessés dans l'enclave palestinienne.

LE MONDE | 12.10.2018 à 21h04 • Mis à jour le 13.10.2018 à 06h27

De l'aveu même de la représentation israélienne à Paris, il s'agit d'une requête inédite. Jeudi 11 octobre, Aliza Bin Noun, ambassadrice d'Israël à Paris, a envoyé à la présidente de France Télévision, Delphine Ernotte, une lettre demandant l'annulation de la diffusion sur France 2 d'un reportage de l'émission « Envoyé spécial » consacré aux milliers de manifestants blessés par balle le long de la bande de Gaza depuis la fin de mars, dans le cadre de « la marche du retour », ou, au minimum, un droit de réponse de l'ambassade.

AMBASSADEUR D'ISRAËL

שגריר ישראל

Paris, le 10 octobre 2018

Madame la Présidente Directrice Générale,

Je me permets par la présente d'attirer votre attention sur la diffusion imminente d'un reportage sur la chaîne *France 2* et mon inquiétude quant répercussions dommageables et dangereuses qu'il pourrait engendrer sur la communauté juive de France.

Il s'agit de l'enquête intitulée « Gaza, une jeunesse blessée », dont la diffusion est prévue demain, jeudi 11 octobre, dans le cadre de l'émission « Envoyé spécial », et qui présente non seulement un point de vue déséquilibré par rapport à la situation à Gaza mais met également Israël en avant d'une façon très négative.

Or, comme vous le savez, un tel contenu est susceptible d'inciter à la haine à l'encontre d'Israël et peut ainsi avoir des répercussions directes, notamment physiques, sur les Français de confession juive, en raison d'un amalgame fréquent et désolant entre Juifs et Israël et faisant que la critique d'Israël conduit bien souvent à une alimentation de l'antisémitisme.

Aussi, et ne pouvant ignorer les nombreuses sollicitations inquiètes de responsables de la communauté juive française, c'est avec obligeance que je vous formule la demande **d'annuler** la diffusion de ce reportage « Gaza, une jeunesse blessée », ou du moins de nous permettre d'y réagir demain sur votre antenne immédiatement à l'issue de sa diffusion.

En espérant que vous prendrez la mesure de cette sollicitation, je vous prie de croire, Madame la Présidente Directrice Générale, à l'assurance de ma parfaite considération.



Aliza Bin Noun

@AlizaBinNoun

Très déçue que notre demande à [@France2tv](#) de reconsidérer la diffusion du reportage "Gaza, une jeunesse blessée" à charge contre Israël n'ait été entendue, de même que notre volonté d'y réagir pour rétablir un semblant de vérité et de mesure.

15:45 - 11 oct. 2018

502 867 personnes parlent à ce sujet

Dans la missive diffusée jeudi par Aliza Bin Noun sur son compte Twitter, le sujet est décrit comme « susceptible d'inciter à la haine à l'encontre d'Israël et peut ainsi avoir des répercussions directes, notamment physiques, sur les Français de confession juive ». La diplomate met en cause un « amalgame fréquent entre juifs et Israël et faisant que la critique d'Israël conduit bien souvent à une alimentation de l'antisémitisme ».

Shimon Mercer-Woods, porte-parole de l'ambassade d'Israël en France, a confirmé au *Monde* que ni l'ambassadrice ni aucun de ses collaborateurs ou collaboratrices n'avait été en mesure de visionner l'intégralité du reportage avant la rédaction de cette lettre et son envoi.

Près de 140 morts et 4 500 blessés

Titre *Gaza, une jeunesse estropiée* (https://www.francetvinfo.fr/monde/proche-orient/israel-palestine/video-tirer-dans-les-jambes-des-manifestants-palestiniens-non-armes-une-strategie-deliberee-de-l-armee-israelienne-un-de-ses-anciens-soldats-l-affirme_2977623.html) et diffusé jeudi soir, le reportage met au jour ce que d'innombrables médias, français et étrangers (https://lemonde.fr/proche-orient/article/2018/04/27/a-gaza-la-strategie-de-l-armee-israelienne-mise-en-cause-par-le-grand-nombre-de-blesses-par-balles_5291299_3218.html) ont déjà souligné au cours de ces derniers mois : l'usage systématique des balles réelles contre les manifestants, que ceux-ci tentent de franchir la

barrière ou qu'ils se tiennent à plusieurs centaines de mètres, pour certains.

Une règle d'engagement confirmée aux journalistes d'« Envoyé spécial » par un ancien soldat de Tsahal. Depuis la fin du mois de mars, la frontière de la bande de Gaza est le théâtre de violences régulières liées aux marches du retour.

Avec un pic d'intensité en mai, des milliers d'habitants de l'enclave palestinienne – ils étaient encore plus de 15 000 le 12 octobre, selon l'armée israélienne – soutenus par le Hamas se sont réunis chaque vendredi à proximité de la clôture de séparation avec Israël, certains dans le but d'avancer en sa direction, et se sont trouvés pris pour cible par des tirs à balle réelle par les soldats israéliens. Ces tirs ont causé la mort de quelque 140 personnes et ont fait près de 4 500 blessés depuis le début de ces marches.

Lire aussi : A l'hôpital central de Gaza, les blessés racontent leur marche achevée dans le sang ([/proche-orient/article/2018/03/31/a-l-hopital-central-de-gaza-les-blesses-racontent-leur-marche-achevee-dans-le-sang_5279191_3218.html](https://proche-orient/article/2018/03/31/a-l-hopital-central-de-gaza-les-blesses-racontent-leur-marche-achevee-dans-le-sang_5279191_3218.html))

Polémique sur les réseaux sociaux

Shimon Mercer-Woods a dit au *Monde* que cette demande était la première à avoir été formulée à destination de médias français depuis que Aliza Bin Noun avait pris ses fonctions à Paris. Il a « déploré » la diffusion du reportage, qualifié de « manipulateur et de mauvaise foi » ainsi que de « misérable ».

Il a pointé un « choix éditorial consistant à cacher à son public » la responsabilité du Hamas et accuse les journalistes d'être des « complices » du mouvement islamiste. A France Télévision, on souligne que l'intervention de l'ambassade d'Israël a emboîté le pas à une polémique qui est vite montée sur les réseaux sociaux à la suite de la diffusion de la bande-annonce du reportage d'« Envoyé spécial ».

Yvan Martinet, journaliste de la rédaction France 2 et auteur du sujet, a déclaré au *Monde* être « consterné de voir l'ambassade d'Israël interférer dans [leur] ligne éditoriale avant même la diffusion ». « Je n'ai pas une virgule à enlever à ce reportage et je regrette cette tentative d'ingérence inédite et inquiétante de l'ambassade et d'autres instances et personnalités », a-t-il ajouté. Contactée par *Le Monde*, la direction de l'information du groupe n'a pas souhaité faire plus de commentaires.

Lire aussi : Après Gaza, Israël s'en prend aux médias internationaux ([/proche-orient/article/2018/05/24/apres-gaza-israel-s-en-prend-aux-medias-internationaux_5303580_3218.html](https://proche-orient/article/2018/05/24/apres-gaza-israel-s-en-prend-aux-medias-internationaux_5303580_3218.html))

La prise de position de l'ambassadrice a en effet été formulée dans des termes identiques à ceux utilisés dans des déclarations publiques par des personnalités françaises proches des positions officielles du gouvernement israélien.

Dans un [tweet](https://twitter.com/FrancisKalifat/status/1050356571916652545) (<https://twitter.com/FrancisKalifat/status/1050356571916652545>) publié jeudi, Francis Kalifat, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), instance critiquée pour son durcissement identitaire, a aussi fait le lien entre la bande-annonce du reportage, jugé critique des choix tactiques de Tsahal, et un message plus général de « haine » envers Israël, dont les conséquences seraient « dramatiques » pour les Français de confession juive.

« Haine d'Israël »

Dès le 9 octobre, soit deux jours avant la date de diffusion, Meyer Habib, député (Union des démocrates et indépendants) de la 8^e circonscription des Français de l'étranger, qui comprend l'Etat hébreu et les territoires palestiniens, avait aussi dénoncé la « haine d'Israël » dont le reportage de France 2 serait porteur.

M. Habib est connu pour sa proximité avec la droite nationale religieuse israélienne et en particulier avec le Likoud, le parti du premier ministre Benyamin Néthanyahou. Sur [sa page Facebook](https://www.facebook.com/avecvousmeyerhabib/) (<https://www.facebook.com/avecvousmeyerhabib/>), il a qualifié la politique éditoriale d'« Envoyé spécial » d'irresponsable. « Elle (...) prépare le terrain pour de futures violences antisémites, si ce n'est un attentat », a-t-il déclaré.

M. Mercer-Woods a dit au *Monde* que ce type de demande, qui n'avait pas été formulé auparavant,

serait employé à l'avenir en cas de diffusion de contenus « *posant les mêmes problèmes* » que ce reportage. En interne, à la rédaction de France 2, certains craignent que la polémique crée un précédent de nature à affecter la couverture du conflit.